

Macron : la com' et le cynisme

Article rédigé par *Liberté politique*, le 18 avril 2023

Les quinquennats macroniens auront atteint des sommets de démagogie. Règne de la petite phrase, provocations et ministres sans-gêne... La méthode n'agace pas, elle exaspère et révèle parfois un cynisme déroutant, comme l'illustre l'affaire toute récente du « fonds Marianne ».

Les bas-fonds de Marianne

Le fonds Marianne contre le séparatisme a été créé en 2021, quelques mois après l'assassinat du professeur Samuel Paty à Conflans Sainte-Honorine (Yvelines) par un islamiste. Ce drame d'octobre 2020 mettait une nouvelle fois en exergue le drame de l'immigration et l'impossible cohabitation avec une certaine forme d'islam. Pour nommer ce phénomène, le terme « séparatisme » a pudiquement mis le voile sur la réalité assez concrète qu'a pu illustrer la décapitation de l'enseignant. Le gouvernement a donc fait mine de s'activer et a proposé de débloquer des fonds pour lutter contre ce fameux « séparatisme ». Cet argent public tiré de la poche du contribuable fait aujourd'hui l'objet d'un scandale. En effet, il aurait tout bonnement fait l'objet d'un usage tout autre que celui envisagé il y a deux ans.

Bouillie électorale et copinage

355 000 euros ont été reversés à l'*Union des sociétés d'éducation physique et de préparation militaire* (USEPPM) ; une structure obscure qui dispose d'un site internet et de quelques comptes de réseaux sociaux très peu fréquentés... L'USEPPM a ainsi produit une dizaine de vidéos sur YouTube atteignant péniblement un millier de vues cumulées. Un tiers des 355 000 euros auraient servi à rémunérer le président et l'administrateur de l'association. Si l'identité de ceux-ci n'a pas encore filtré, il ne serait pas étonnant qu'ils appartiennent à la sphère macroniste.

Une autre association a quant à elle reçu 300 000 euros : *Reconstruire le commun*. Créée opportunément neuf jours après l'assassinat du professeur Samuel Paty, elle serait, selon *Mediapart*, très proche du printemps républicain, officine laïcarde qui avait soutenu Emmanuel Macron en 2022. À l'arrêt depuis l'été 2022, cette structure n'aura été active que quelques mois pendant les campagnes présidentielle et législatives, usant de sa petite audience pour s'attaquer à des concurrents du président parmi lesquels Anne Hidalgo.

À ces bénéficiaires s'ajoute un site non moins « engagé », *Conspiracy Watch*. Fondé par un certain Rudy Reichstadt, cette plateforme est censée démonter les théories qu'il tient pour complotistes.

La grosse playmate du président

À l'origine de ce fonds controversé, on retrouve la ministre Schiappa. Déjà sous le feu des projecteurs après sa séance photo pour la revue de charme « Playboy », Marlène Schiappa fait encore parler d'elle. Ministre déléguée à la citoyenneté lors de la fondation du fond, elle apparaît comme responsable dans cette affaire et pourrait faire les frais de la ténacité du sénateur socialiste Raynal, président de la commission des finances de la Chambre Haute qui réclame au gouvernement les documents attestant de l'affectation des 2,5 millions d'euros versés par le fond. À l'instar de cet élu, des députés envisagent, eux, une commission d'enquête sur l'affaire. Protégée par le président jusqu'à présent, le ministre Schiappa pourrait être poussée vers la sortie pour le plus grand plaisir du chef du gouvernement Elisabeth Borne.

L'affaire du fonds de Marianne est économiquement anecdotique en comparaison des scandales des cabinets de conseil ou à la gestion de la crise sanitaire. Elle est cependant révélatrice d'une attitude cynique et abjecte du camp présidentiel, qui se sera appuyé sur le cadavre d'un professeur assassiné pour faire bouillir sa petite marmite électorale et arroser des proches...

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique

18/04/2023 01:00